

RECHERCHE SCIENTIFIQUE AU MAROC
Mon avis sur le rapport élaboré par l’Historienne
Madame Mina Kleiche Chargée de Recherches

Par

Naima Lamdouar Bouazzaoui

Professeur de Pédiatrie à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Rabat

Membre de l’Académie Nationale Française de Médecine

Rabat, le 3 avril 2002

La recherche en Afrique et au Maroc en particulier a toujours fait l’objet d’études dispersées, d’articles épars faute d’une interdisciplinarité et d’une coopération d’échange entre les différentes unités de recherche et entre les universités elles-mêmes dont chacune s’active en champ clos.

L’étude sur la recherche scientifique au Maroc menée par l’Historienne Chargée de Recherches madame Mina Kleiche, sponsorisée par l’Institut français de recherche pour le développement (IRD), par la Commission Européenne et par le ministère français des Affaires Étrangères, constitue un document de référence sérieux qui jette une vive lumière sur l’état des lieux au Maroc, sur l’évolution générale de la science et de la recherche dans le pays, sur la production scientifique et met en relief les initiatives et les projections relatives à la concrétisation des potentialités réelles à orienter vers les axes prioritaires. Elle n’a pas manqué non plus de focaliser l’intérêt que représente la coopération au niveau national, régional et international.

Cette étude se fonde sur une documentation alimentée par une « chronique bibliométrique », des « questionnaires-réponses » et une enquête par « interviews auprès de chercheurs et de responsables ».

Pour la clarté de mon point de vue la concernant, je cerne les volets de mon intervention sur une impression générale succincte, des observations d’ensemble et un arrêt sur la rubrique médico-sanitaire.

Impression générale et observations d’ensemble

Cette étude s’érige en un aperçu général bien structuré, clair et concis, qui met en relief l’état actuel de la recherche au Maroc en précisant les repères de son évolution et les finalités de ses applications selon son orientation sur les axes prioritaires retenus pour le développement socio-économique du pays.

La lecture de ce document laisse transparaître la méthode de « l’Historienne » avec la finesse de son esprit sachant présenter et analyser avec profit la documentation limitée mise à sa disposition.

S’agissant d’une étude statique relatant une réalité de fait, l’auteur a procédé par constat et non par une dynamique active proposant des solutions à des insuffisances ou à des problèmes soulevés, ou relevant, par comparaison aux normes internationales, les degrés des retards observés.

Ce travail met en exergue la timidité de la coopération et de l’ouverture, à l’heure de la mondialisation et de la rénovation des technologies, entre le secteur académique et le secteur technologique dont le cloisonnement demeure réel et évident.

Par ailleurs, elle répertorie les handicaps de la recherche dans notre pays mettant l’accent sur la recherche académique souvent rhétorique sans impact sur les besoins de la société et sans interférence sur les applications attendues de ses résultats.

Le chercheur marocain souffre en général de la médiocrité des moyens financiers, de l’insuffisance des infrastructures, de la difficulté d’accès à l’information choisie et de la quasi-impossibilité de son introduction dans un circuit d’interdisciplinarité d’où son cantonnement dans l’enseignement de la discipline relevant de son domaine s’efforçant davantage à améliorer sa qualité et son rendement.

Pour pallier à cette situation, les chercheurs ont utilisé les possibilités offertes par la coopération internationale qui, par voie de partenariat, leur a permis et facilité le choix des thèmes et le financement de leurs projets.

C’est une chance pour le Maroc de voir cette tendance favoriser la formation et le perfectionnement de nombreux chercheurs dont le niveau a atteint celui requis par les normes internationales.

Cependant, la coopération maghrébine se tournant généralement vers les pays du Nord, fait que les travaux réalisés aussi bien à l’échelon national que régional se répètent et manquent de coordination.

Néanmoins, un sursaut national en quête de renouveau a éveillé les esprits et motivé les chercheurs au moyen d’initiatives concrètes. Il s’agit essentiellement :

- de la réforme de l'enseignement supérieur et du statut de l'enseignant chercheur,
- de l'effort de l'augmentation du financement des travaux de recherche par l'identification d'une rubrique budgétaire contribuant à la promotion de la recherche scientifique,
- de l'élaboration d'un plan national de soutien à la recherche scientifique et technologique orientée vers les axes prioritaires en fonction des besoins du pays,
- de l'incitation des entreprises privées à la création de filiales de recherches en partenariat avec les universités en vue d'améliorer leurs productions et de se mettre à niveau par rapport à la concurrence internationale.

Après cet aperçu d'ensemble, je m'arrête sur le volet médico-sanitaire qui captive mon attention en ma qualité de médecin-enseignant.

Volet médico-sanitaire

L'auteur a noté brièvement les progrès dominants réalisés dans le domaine de la santé en s'appuyant sur les statistiques actuelles. Elle a mis en exergue les efforts entrepris par notre pays, notamment en matière de vaccinations, de lutte contre les maladies diarrhéiques et contre les infections respiratoires dans le contexte de la protection de l'enfance et de la diminution de la morbidité et de la mortalité infantiles.

Elle a enregistré les préoccupations actuelles de la santé publique au niveau de la sous nutrition chronique, des carences en micro-nutriments chez les enfants, en fer chez la femme enceinte et en vitamine A et D. Cependant, il est à signaler que le rachitisme dans notre pays est en voie d'éradication grâce à la prévention régulière et soutenue. Par conséquent, la carence en vitamine D n'existe pratiquement plus.

Cette partie, demeure sensiblement lacunaire car l'auteur n'a pas évoqué l'épanouissement du développement du secteur médical privé, le rôle des hôpitaux des centres hospitalo-universitaires dans la formation des médecins généralistes et spécialistes toutes catégories, des médecins-enseignants universitaires et de leur contribution à la recherche clinique.

De même, pour la mise au point de l'évolution de la médecine dans notre pays, cette étude s'est limitée à des interviews et à une documentation incomplète des travaux de recherche. Elle ne s'est pas étendue au

nombre important des publications nationales d'articles et d'ouvrages réalisés au niveau de la faculté de médecine de Rabat par exemple, 1^{er} berceau de la naissance et de l'épanouissement de la médecine au Maroc.

En outre, dans le cadre de la réforme de l'enseignement supérieur et de la rénovation des programmes, les facultés de médecine ont encouragé l'introduction dans leurs cycles d'études des unités de formation et de recherche (UFR), et la faculté de médecine de Rabat par exemple en totalise trois conduisant à l'acquisition de diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) pour deux d'entre elles et à celle d'un doctorat national pour la troisième.

En conclusion, notre pays fournit de gros efforts et a beaucoup investi dans la formation des compétences. Le potentiel humain en chercheurs a augmenté en flèche en quelques décennies grâce à l'expansion des universités et des instituts spécialisés. Il tente de faire émerger un système national de recherche scientifique et technique par la réforme de l'enseignement supérieur, du statut de l'enseignant-chercheur et par l'encouragement de l'interdisciplinarité entre établissements universitaires, entre eux et leur environnement socio-économique, particulièrement avec le secteur privé.

S'il existe encore des insuffisances, comme dans tout pays en développement, elles sont de mieux en mieux surmontées et relayées par la coopération internationale s'inscrivant dans la mondialisation sous forme de partenariats autour de projets de recherche retenus pour l'intérêt mutuel.

Saluons les efforts conjugués déployés par les responsables qui ont donné déjà leurs fruits au niveau de l'augmentation du budget alloué à la recherche, de l'organisation de l'évaluation de la recherche à l'échelle nationale avec un plan de sa relance et de sa promotion orientées vers la coordination, la création de réseaux et l'exploitation de projets de recherche en partenariat à l'échelle nationale, régionale et internationale.

Saluons aussi la qualité de cette étude de synthèse intelligemment menée et réalisée par l'Historienne Chargée de Recherches madame Mina Kleiche qui nous a brossé un tableau d'ensemble sur l'état actuel de la recherche au Maroc avec le talent d'une professionnelle.